



CH de Barentin  
CH du Belvédère  
CH du Bois-Petit  
CH de Darnétal  
CH de Gournay-en-Bray  
CH de Neufchâtel-en-Bray  
**CHU de Rouen**  
CH du Rouvray  
CH d'Yvetot



**CHU DE ROUEN ETABLISSEMENT SUPPORT DU  
« GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES FIXEE AU :**

**24/09/2025 A 12H00**



**PROCEDURE ADAPTEE  
ARTICLE R.2123-1 ET ARTICLES R.2123-4 A  
R.2123-6 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**ACQUISITION DE MATERIELS POUR  
L'ATELIER ESPACES VERTS DU CHU DE  
ROUEN**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2.1 - Procédure de mise en concurrence .....	3
2.2 - Type de marché.....	3
2.3 - Allotissement .....	3
2.4 - Forme du marché public .....	3
2.5 - Durée du marché .....	3
2.6 - Délais d'exécution.....	3
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
3.1 - Variantes.....	3
3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	3
3.3 - Visite de site .....	4
3.4 - Unité monétaire .....	4
3.5 - Délai de validité des offres .....	4
3.6 - Conditions de participation des concurrents .....	4
3.7 - Mode de financement et de règlement du marché .....	4
3.8 - Marchés réservés .....	4
<b>ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) .....</b>	<b>5</b>
4.1 - Contenu du dossier de consultation .....	5
4.2 - Obtention du dossier de consultation.....	5
<b>ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE.....</b>	<b>5</b>
5.1 - Renseignements complémentaires.....	5
5.2 - Modifications du dossier de consultation .....	5
<b>ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER .....</b>	<b>6</b>
6.1 - Documents relatifs à la candidature .....	6
6.2 - Documents relatifs à l'offre .....	6
6.3 - Documents supplémentaires .....	6
<b>ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>7</b>
7.1 - Copie de sauvegarde .....	7
7.2 - Signature du marché public .....	7
7.3 - Non-respect des date et heure limites .....	7
<b>ARTICLE 8 - ESSAIS .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
9.1 - Sélection des candidatures .....	7
9.2 - Jugement des offres .....	8
9.3 - Dispositions communes .....	8
<b>ARTICLE 10 - NEGOCIATION .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 - RECOURS .....</b>	<b>9</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'acquisition de matériels pour l'atelier Espaces verts du CHU de Rouen.

## ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1 - Procédure de mise en concurrence

La présente consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 et des articles R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande Publique.

### 2.2 - Type de marché

Marché(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) de services : <input type="checkbox"/>	Marché(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

### 2.3 - Allotissement

Le Marché Public est Unique (Pas de lots).

### 2.4 - Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement et à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

### 2.5 - Durée du marché

Le Marché Public est d'une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire à la fin de la période de garantie.

### 2.6 - Délais d'exécution

Le titulaire fixe à la DPGF, le délai de livraison / installation des équipements.

Le titulaire est engagé contractuellement par ce délai. Si le titulaire a indiqué dans son mémoire technique un délai de livraison inférieur au délai maximum fixé ci-dessus, le titulaire est alors tenu contractuellement par le délai fixé dans son mémoire technique.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification du marché public.

## ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 - Variantes

Sans objet.

### 3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché public ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

### **3.3 - Visite de site**

Sans objet

### **3.4 - Unité monétaire**

La monnaie utilisée est l'euro.

### **3.5 - Délai de validité des offres**

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant 4 mois à compter de la date limite de réception des offres définitives.

### **3.6 - Conditions de participation des concurrents**

Le marché peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'entreprises.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU de Rouen établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine pour le compte du CHU de ROUEN.

Chaque membre du groupement doit joindre impérativement à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

La composition du groupement ne peut être changée pendant la phase de la consultation.

#### Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) :

Conformément à l'article R.2142-22 du code de la commande publique, le CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine).

### **3.7 - Mode de financement et de règlement du marché**

Le présent marché public est financé sur le budget propre du centre hospitalier de Rouen.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCP.

### **3.8 - Marchés réservés**

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

### **4.1 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)

### **4.2 - Obtention du dossier de consultation**

Les candidats peuvent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

## **ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE**

### **5.1 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements **d'ordre administratif et technique** pourront être obtenus auprès de :

- Par voie électronique uniquement, en utilisant le lien « Déposer une question » figurant sur la page de détail du marché à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Par soucis d'équité toute question posée par voix téléphonique ne recevra aucune réponse.

### **5.2 - Modifications du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER**

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre définies ci-après.

### **6.1 - Documents relatifs à la candidature**

Dans un premier sous-dossier, le candidat produit les pièces suivantes :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent, dûment signée ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- La Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet de la présente consultation d'offres, réalisés au cours des trois derniers exercices (sauf si ces renseignements figurent sur le DC2) ;

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 commun au groupement.

### **6.2 - Documents relatifs à l'offre**

Le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- L'Acte d'engagement (AE) dûment complété;
- L'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement : La décomposition du Prix Global et Forfaitaire dûment complétée;
- Le mémoire technique du soumissionnaire, comprenant les caractéristiques de l'équipement proposé :
  - \* le manuel d'utilisation
  - \* le manuel d'entretien
- Le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;

L'ensemble des documents concernés doivent être complétés.

### **6.3 - Documents supplémentaires**

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

**(1) Les attestations fiscales et sociales :**

Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.

Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

**(2) L'attestation d'assurance civile en cours de validité.**

## **ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS**

Les soumissionnaires doivent impérativement transmettre leur offre par voie dématérialisée (électronique)

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, le CHU de Rouen, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine impose aux soumissionnaires de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article 5.1 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page 1 du règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant :

**<https://www.marchés-publics.gouv.fr>**

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, courriel...) entraînera le rejet de l'offre.

### **7.1 - Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

**CHU de ROUEN  
Etablissement support du GHT Rouen Cœur de Seine  
Cellule Juridique des Contrats - DAHLIB  
1 rue de Germont  
76031 ROUEN CEDEX**

### **7.2 - Signature du marché public**

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

### **7.3 - Non-respect des date et heure limites**

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heure limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Les plis sous forme numérique parvenant hors délai seront détruits.

## **ARTICLE 8 - ESSAIS**

Sans objet

## **ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **9.1 - Sélection des candidatures**

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R.2142-6 à R.2142-14 et R.2142-25 du code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
  - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
  - ☐ Niveau spécifique minimal exigé.
  
- Capacité technique :
  - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
  - ☐ Niveau spécifique minimal exigé.

## **9.2 - Jugement des offres**

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le CHU de Rouen en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine « GHT Rouen Cœur de Seine » peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le CHU de Rouen en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération.

- Prix sur la base du prix fixé à l'Acte d'Engagement : 50%
- Qualité et fiabilité du matériel proposé sur la base du mémoire technique: 40 %
- Délais de livraison et délai de garantie sur la base des délais mentionnés dans la DPGF : 10%

## **9.3 - Dispositions communes**

La note finale obtenue est l'addition des notes pondérées pour chacun des critères, ce qui permet le classement des offres.

Les prix globaux et forfaitaires portés à l'Acte d'Engagement (AE) prévalent sur ceux résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et servent de base à l'analyse des prix.

Si la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire comporte des erreurs d'opération ou de report, il devra être corrigé de façon à respecter le montant indiqué à l'Acte d'Engagement (AE).

## **ARTICLE 10 - NEGOCIATION**

Conformément aux articles R.2123-4 et R.2123-5, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve le droit de négocier.

Toutefois, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociations, les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires, ils en seront informés par le site internet du profil d'acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ**

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.



Pour mémoire, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra remettre, dans le délai indiqué par le CHU de Rouen établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine dans sa demande :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, à défaut, document équivalent ;
- la copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

## **ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS**

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R.2181-1 à R.2181-2 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13 - RECOURS**

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Administratif de Rouen**  
53, rue Gustave Flaubert  
76000 Rouen Cedex  
E-mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr  
Téléphone : 02 32 08 12 70  
Fax : 02 32 08 12 71

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.